

L'Homme et l'Histoire

A l'heure où nous écrivons on ne sait pas si Staline est mort ou vivant. Il est sûr toutefois qu'il disparaît de la scène politique. L'évènement est d'une telle portée qu'aucun problème international n'échappe à son incidence.

La fin de Staline.

En octobre 1951, nous avons rapporté ici que, sur la foi de spécialistes étrangers on ne pensait pas que Staline passerait l'année 1952. L'échéance a été retardée de peu. La récente affaire des médecins à Moscou était une sorte de préface à un accident qu'on savait inévitable.

Les suites de cette disparition sont absolument imprévisibles; on peut seulement dire ceci: la politique du Kremlin ne sera pas changée et l'on peut s'attendre plutôt à une intensification de la guerre froide qu'à un apaisement. Par contre si — ce qui est peu probable — il entrait dans les vues du Kremlin de se lancer prochainement dans la guerre totale, cette éventualité serait maintenant inconcevable. Le peuple russe ne pourrait jouer son destin que sur l'ordre et avec l'appui de celui qu'on lui avait présenté comme une sorte de divinité infailible. Il n'y a personne en Russie depuis la mort de Jdanof qui ait une autorité morale prépondérante. Les grands hommes font autour d'eux un vide prudent. Mais le mythe et la foi meurent avec eux. Un meneur de peuple ne se crée pas en un jour. Hitler, Mussolini, ne se sont imposés aux foules qu'après des années d'action politique. Un Malenkof, s'il devait y parvenir, aurait besoin aussi d'années pour devenir un idole. Et cela est pour les chances de la paix du monde un précieux répit. On ne sait rien d'ailleurs, malgré tout ce qui en a été dit, du testament politique de Staline: sa présence à Moscou, cet hiver, malgré son état de santé, montre qu'il ne lui était pas aussi facile d'imposer sa succession que de gouverner en personne.

Il n'est pas impossible en outre qu'aucun des rivaux que l'on nomme communément ne soit l'élu. Il serait peut-être plus habile de faire monter un homme nouveau que de promouvoir un subalterne. Peut-être aussi se contentera-t-on d'un figurant pour masquer les conflits entre rivaux. Mais ne se sont là qu'hypothèses.

Le discours de M. Mayer,

Avant ce coup du sort le problème de l'armée européenne lié à l'attitude française était au centre des préoccupations internationales. Il convient de rendre hommage au discours sincère et courageux que M. René Mayer a prononcé à Sétif au moment où les résultats de la conférence de Rome étaient volontairement embrouillés de commentaires

contradictaires. M. Mayer a dénoncé les coalitions d'intérêts qui par delà la communauté de défense visent à empêcher l'Europe de prendre corps. Les arguments qu'il a vigoureusement exposés sont ceux mêmes que nous analysons ici samedi dernier.

La disparition de Staline de la scène politique rend plus pressant que jamais l'établissement entre la France et l'Allemagne, dans l'intérêt des deux peuples, d'un modus vivendi assorti de toutes les garanties prévues par les traités et leurs annexes et l'appel aux morts des deux guerres qui terminait le discours de Sétif n'était pas un simple effet oratoire, mais le vœu muet des générations sacrifiées dans une lutte stérile.

La course de l'Histoire.

Dans une récente conférence nous entendions Paul Reynaud parler de la vitesse accélérée avec laquelle procède l'Histoire. Quarante ans ont suffi à faire de l'Europe, riche, prospère, créditrice du monde et même des Etats-Unis, le cruel assemblage de peuples diminués comprimés dans un étroit espace, dépendant des secours extérieurs, menacés du dedans et du dehors.

L'Histoire certes va vite, mais la mentalité des peuples ne la suit pas. A entendre les discours, à suivre les procès du jour on se sent encore dans l'atmosphère de tension polémique de 1913 et surtout de l'occupation de la Ruhr. Ne voit-on pas un homme aussi discrédité que l'ex-chancelier Wirth reçu à Paris comme le chancelier de demain prêt à remettre l'Allemagne et la France dans l'ambiance préhitlérienne?

Si bon démocrate que l'on soit on se refuse à faire de la « vox populi » l'arbitre des destinées des nations. L'homme de la rue n'est pas assez instruit des complexités du monde moderne. Il ne peut décider que selon son instinct qui reste fixé aux souvenirs et non disposer pour l'avenir. Il en est de même de ceux qui sont censés les représenter et qui sont prisonniers des intérêts limités qu'ils défendent. C'est aux véritables hommes d'Etat de se faire écouter, s'ils le peuvent.

Le rôle de David Bruce.

La stratégie américaine, dans l'affaire européenne procède assez curieusement. Eisenhower a nommé l'ancien ambassadeur à Paris David Bruce, comme représentant des Etats-Unis auprès des organismes européens dont seul le Pool Charbonnier a vu le jour. Tout se passe comme si la question de la ratification préalable des traités de Bonn et de Paris était acquise et qu'on traçait des plans comme si les organismes étaient déjà en fonction. On pense ainsi peser sur les décisions politiques par une réalisation préalable. L'avenir décidera si le moyen est bon. Il se peut.

En Iran.

Les troubles de Téhéran et la lutte, ouverte cette fois, entre le Shah et Mossadegh ont ramené l'attention sur ce pivot du Moyen-Orient. L'affaire, toute politique qu'elle soit, tourne cependant autour de la question du Pétrole. Et celle-ci semble plus que jamais éloignée d'une solution. Non seulement le pétrole iranien n'est plus nécessaire à l'approvisionnement du monde l'Europe, mais l'incidence des 32 millions de tonnes d'Abadan, si elles revenaient sur le marché, provoquerait une crise de surproduction et un effondrement des prix. Ni l'Anglo-Iranian ni les compagnies américaines ne souhaitent que l'extraction reprenne en Perse. Il faudrait cependant pour éviter une succession de secousses politiques que l'Iran trouve dans ses richesses minérales une source permanente de revenus. La Russie malgré l'importance de l'enjeu n'a pas soufflé sur le feu iranien. L'heure favorable n'était pas venue; espérons que Staline mort elle ne viendra jamais.

CRITON.

P.S. — Deux fautes d'impression ont rendu peu clair notre dernier article. Nous voulons dire au premier paragraphe que si les pourparlers de Rome avaient échoués, la responsabilité ne pouvait éant donné l'attitude des cinq autres partenaires, incomber qu'à la France. Enfin nous parlons de la Fédération européenne, comme d'une révolution non résolution. Nos lecteurs auront rectifié.

C.